

MICHEL TISSIER

# L'Empire russe en révolutions

Du tsarisme à l'URSS

ARMAND COLIN

Collection *Mnémosya*

Illustration de couverture : Vladimir Dionisievitich Kalenskii, affiche représentant Lénine créée pour le cinquantenaire de la révolution d'Octobre 1917

© akg-images/WHA/World History Archiv

Composition : Nord Compo

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin, 2019

Armand Colin est une marque de  
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

[www.armand-colin.com](http://www.armand-colin.com)

ISBN : 978-2-200-62465-1

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Remerciements

Plusieurs enseignements sont à l'origine de la rédaction de ce livre. À l'Université Rennes 2, j'ai partagé un cours de master sur « La fin des empires », dont j'ai partiellement détourné la problématique pour ce qui concerne le domaine impérial russe. Il a préparé le cours de troisième année de licence d'où est sorti ce travail. Merci aux étudiants de ces cours de leur attention et de leurs questions, qui m'ont aidé à préciser mon approche. Les séances que j'ai assurées pour le master en histoire russe de l'École des hautes études en sciences sociales, m'ont également été profitables ; merci à Wladimir Berelowitch de me les avoir confiées, et de nos discussions. Pour les ressources documentaires à la base de ce livre, j'ai pu apprécier l'aide d'Anne Maître et de son équipe du service des fonds slaves de la Bibliothèque Diderot de Lyon, grâce au séjour que j'ai fait au Collegium de Lyon en 2014-2015. Au service commun de la documentation de Rennes 2, l'appui d'Alexandra Mouillé, chargée des collections d'histoire, et de Cilia Delaporte qui lui a succédé, m'a été très précieux, de même que celui de Renan Donnerh à la bibliothèque François-Lebrun et celui d'Alexandra Cobac et de ses collègues du service du prêt entre bibliothèques. Je les remercie toutes et tous vivement pour leur disponibilité et efficacité. Enfin je suis reconnaissant à Marie Lécrivain de son intérêt pour le projet, et de son aide pour le faire aboutir. Les erreurs de cet ouvrage sont de ma seule responsabilité.

Je dois des remerciements plus intimes à Christine, Marion et Esther qui ont leur part dans mon travail. Elles l'ont accompagné avec chaleur, patience et humour. Merci de leur aide à mes parents également.

Je suis heureux de dédier ce livre à Christine.



# Avertissement

Le calendrier en vigueur dans l'Empire tsariste (à l'exception du grand-duché de Finlande et du royaume de Pologne) était le calendrier dit « julien ». Au début du xx<sup>e</sup> siècle, ce calendrier était « en retard » de treize jours sur le calendrier grégorien qui était en usage dans les pays d'Europe occidentale. Les événements déclenchés en « Février 1917 » (23-28 février, selon le calendrier julien, et poursuivis début mars selon le même calendrier) se déroulèrent en mars (à partir du 9) dans le calendrier grégorien, et ceux d'« Octobre 1917 » (24-26 octobre) en novembre (6-8 novembre) du calendrier grégorien. C'est seulement après la prise du pouvoir par les bolcheviks que le nouveau gouvernement aligna le calendrier sur celui en vigueur en Europe occidentale (le 1<sup>er</sup> février selon le calendrier julien, soit le 14 février 1918 selon le calendrier grégorien). Les faits et événements qui relevaient d'un contexte où le calendrier julien était utilisé jusqu'à cet alignement seront ici datés selon ce système, sauf exception dûment mentionnée.

Dans un texte en français, la transcription des noms propres liés à l'histoire du domaine impérial russe fait toujours difficulté. Les noms des souverains et les noms géographiques les plus courants seront donnés dans cet ouvrage dans leur forme francisée classique (Alexandre III, Nicolas II ; Moscou, Saint-Pétersbourg, Varsovie...). Les noms russes d'origine germanique et les noms dans des langues à alphabet latin comme le polonais garderont leur forme initiale (Witte, (von) Plehve, Luxemburg ; Piłsudski par exemple). Les autres noms seront translittérés dans la forme la plus courante en français pour les plus connus d'entre eux (Milioukov, Lénine, Trotski, Kerenski) et les noms moins courants suivront un système similaire (mais sans francisation complète, notamment pour les prénoms). Ces indications ne s'appliquent pas aux références bibliographiques russes, dont la translittération suit le système en usage dans les publications spécialisées.

# Principaux sigles utilisés

## **KD**

Constitutionnel-démocrate, ou « cadet » ; militant ou membre du parti du même nom.

## **NEP**

« Nouvelle politique économique »

## **PCR**

Parti communiste de Russie (bolchevique)

## **POSDR**

Parti ouvrier social-démocrate de Russie

## **PPS**

Parti socialiste polonais (en polonais *Polska Partia Socjalistyczna*).

## **PSR**

Parti socialiste-révolutionnaire (voir SR)

## **RSFSR**

République socialiste fédérative soviétique de Russie

## **RSS**

République socialiste soviétique

## **RSSA**

République socialiste soviétique autonome

## **SD**

Social-démocratie (nom), social-démocrate (adjectif et ses dérivés)

## **SDKPiL**

Organisation de la social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie (en polonais *Socjaldemokracja Królestwa Polskiego i Litwy*)

## **SR**

Socialiste-révolutionnaire (nom et adjectif) (voir PSR)

## **URSS**

Union des républiques socialistes soviétiques

# Introduction : un empire en révolutions

L'année 2017 a marqué le centenaire de « la Révolution russe ». Les manifestations organisées pour commémorer cet événement ont formé un ensemble disparate, compliqué à saisir dans ses tenants et aboutissants. D'une part, il y a eu de multiples manifestations scientifiques et culturelles consacrées, en Russie et dans de nombreux autres pays, à étudier « la révolution » et à réfléchir à sa mémoire. D'autre part, dans l'État qui est aujourd'hui l'héritier principal de cette histoire, la Fédération de Russie, le pouvoir en place a montré de l'embarras, pour dire le moins, à l'égard de cet héritage. Dans un discours prononcé le 19 octobre 2017, le président russe a déclaré, en substance, qu'il aurait mieux valu que la révolution n'arrivât jamais. Vladimir Vladimirovitch Poutine (né en 1952 à Léningrad, l'actuel Saint-Pétersbourg) indiquait à quel point les résultats de la révolution « sont équivoques, combien les conséquences, négatives et positives, sont entremêlées ». Faisant écho à de nombreuses interrogations qui traversent les travaux des historiens de Russie dans les trois dernières décennies, le chef de l'État se demandait : « N'aurait-il pas été possible de suivre une évolution progressive plutôt que d'en passer par une révolution ? Ne pouvions-nous pas aller de l'avant de façon graduelle et continue plutôt qu'au prix de la destruction de notre État et de la perte de millions de vies humaines ? ».

Cependant il est difficile de dire exactement ce que désignait ici « la révolution », et même plus généralement ce dont il était question à l'occasion de ces commémorations. La plupart des manifestations scientifiques organisées, mais aussi les diverses interventions médiatiques, culturelles et artistiques associées à cet anniversaire, ont surtout fait porter l'attention sur les événements survenus à Petrograd en octobre 1917 (selon le calendrier julien) et sur leurs conséquences : la prise du pouvoir par les révolutionnaires sociaux-démocrates du parti « bolchevique » et l'installation d'un nouveau régime. Celui-ci fut dénommé « soviétique », du nom des « conseils » (soviets) élus d'ouvriers et de paysans, dont il prétendait tirer sa légitimité démocratique. Sans se limiter à cette « révolution d'Octobre », l'année 1917 fut pourtant un moment révolutionnaire bien plus complexe. Les bolcheviks, derrière Lénine – celui de leurs dirigeants, né Vladimir Ilitch Oulianov (1870-1924), qui plus

que tout autre avait appelé à prendre le pouvoir au nom des soviets –, ne représentaient qu'une force révolutionnaire parmi d'autres, y compris au sein de ces conseils. L'insurrection d'octobre 1917 s'ajouta à une suite de bouleversements déjà considérables, après la chute de la monarchie des Romanov, dynastie vieille de trois cents ans, lors de la révolution dite de « Février » de la même année (dans le calendrier julien).

L'accent mis sur la « révolution d'Octobre » s'explique aisément si l'on tient compte de l'ampleur des conséquences directes et indirectes qui furent les siennes. Elles n'affectèrent pas seulement l'ancien domaine des Romanov, qui constituait « l'Empire russe » jusqu'en février 1917. Elles furent véritablement d'envergure mondiale, et marquèrent l'histoire des relations internationales et l'histoire politique, sociale, économique et culturelle de la majeure partie du xx<sup>e</sup> siècle. En effet, le changement de gouvernement résultant d'Octobre déboucha sur la constitution d'un État nouveau dont le projet politique socialiste avait une visée universelle. Dans l'espace qu'occupait l'Empire russe avant 1917, le nouveau régime mis en place par les bolcheviks ne contrôla d'abord qu'une partie réduite du territoire. Puis ils réussirent à en reconquérir une grande partie. Leurs nombreux adversaires avaient essayé de s'opposer à leur pouvoir et de former leurs propres gouvernements, mais aucun ne put tenir durablement. Sous la domination politique et militaire soviétique, un nouvel ensemble se structura en décembre 1922 sur une large partie de l'ancien domaine impérial des Romanov. Il prit la forme d'une Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Au fil de ses élargissements pendant les sept décennies et plus qui suivirent « Octobre 1917 », l'URSS, jusqu'à sa dissolution en 1991, célébra la mémoire des événements à l'origine de sa formation. « Octobre » symbolisait les valeurs dont le régime soviétique se réclamait. Ce dernier eut, à divers moments de son existence, la prétention de prendre la tête d'une révolution mondiale. Son projet rencontra dans de nombreux pays un écho certain, très tôt après 1917 et ensuite pendant plusieurs décennies au xx<sup>e</sup> siècle, même si son influence connut aussi des reflux variables selon les moments et les régions du monde.

Tout ceci explique que ce soit surtout « Octobre » qui continue à concentrer l'intérêt, chez les spécialistes comme dans le public. C'est d'autant plus le cas que les affaires internationales, dans leur configuration actuelle, demeurent très marquées par les conséquences de la chute de l'URSS, transformation géopolitique globale parmi les plus importantes de la période récente – si ce n'est la plus importante. L'histoire de l'expérience soviétique, dans ses fondements et son extension au long du « court xx<sup>e</sup> siècle » allant de 1917 à 1991 (pour paraphraser l'historien britannique Eric Hobsbawm qui, lui, le faisait débiter en 1914), engage de nombreux débats de notre présent.

Quels furent cependant les mouvements qui conditionnèrent la formation de cette expérience dans le domaine soumis aux Romanov (dont le régime est



communément dénommé « tsarisme ») jusqu'à 1917 ? C'est l'histoire de ces mouvements qui occupa les premiers historiens de la révolution, parce qu'ils en avaient été eux-mêmes les protagonistes. Bien avant l'établissement du régime soviétique, ils avaient joué un rôle politique plus ou moins grand, d'abord dans la contestation du régime de l'Empire russe sous les Romanov, puis durant toute l'année 1917 après leur renversement et jusqu'à Octobre, voire au-delà.

Pour ces premiers historiens de « la révolution russe », la valeur attribuée au nouveau régime soviétique était pour ainsi dire donnée, dans un sens ou dans un autre. Après octobre 1917 leur engagement orienta tout le reste de leur vie. Citons ici, dans l'ordre chronologique des « histoires » publiées, le nom du social-démocrate Nikolai Nikolaïevitch Soukhanov (1882-1940). S'il fut membre de la fraction concurrente du parti de la social-démocratie russe, celle des mencheviks, ses positions « internationalistes » hostiles à l'engagement russe dans la guerre européenne en cours le rapprochaient des bolcheviks. Il fut ainsi mêlé à leurs préparatifs de l'insurrection à Petrograd en octobre 1917, avant de prendre ses distances. Citons aussi Pavel Nikolaïevitch Milioukov (1859-1943), le leader du grand parti d'orientation libérale durant la dernière décennie d'existence du régime tsariste, le parti constitutionnel-démocrate (KD), en position dominante au sein du premier gouvernement provisoire issu de la révolution de février 1917. Citons encore Alexandre Fiodorovitch Kerenski (1881-1970), le premier socialiste membre de ce gouvernement provisoire, dont il prit ensuite la tête jusqu'à son renversement à la fin d'octobre 1917. Du côté des partisans d'Octobre mais ensuite radicalement opposés entre eux, citons la version de l'histoire proposée par Léon Trotski, né Lev Davidovitch Bronstein (1879-1940), face à celle de Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit Joseph Staline (1878-1953), et de ses co-auteurs de l'histoire soviétique officielle dans les années 1930. La plupart de ces auteurs avaient d'abord pour but de rendre compte de leurs actes, de justifier leurs choix, de défendre leur camp. Les uns, marginalisés ou vaincus, avaient développé leur vision de la révolution (libérale, socialiste ou communiste), mais avaient fini leur vie dans les prisons ou les camps soviétiques (Soukhanov, fusillé en 1940), ou bien en émigration après avoir fui le régime soviétique (Milioukov ; Kerenski ; Trotski, qui fut exécuté par un agent soviétique au Mexique où il s'était installé). Les autres se trouvèrent au pouvoir en URSS à un moment ou à un autre et à différents postes, ce qui ne veut pas dire que leur version de l'histoire demeura inébranlable, puisqu'elle fut aussi mise en cause et remplacée par des générations suivantes d'historiens soviétiques (après la déstalinisation à la fin des années 1950), sans parler de la contestation dont elle fit l'objet hors d'URSS.

L'enjeu était alors, en premier lieu, de comprendre comment on en était arrivé à « Octobre » et à toutes ses conséquences, pour l'ancien Empire russe et pour le reste du monde. C'était une époque où l'URSS comptait

partout des adversaires déterminés, ou des alliés et des partisans, plus ou moins convaincus. Les gens avaient connu la révolution, ou bien leur vie très concrète d'enfants, de jeunes hommes et femmes, avait fortement et directement été influencée par elle. C'étaient les ressortissants soviétiques des premières générations, ou bien les populations qui avaient émigré à cause de leur opposition au régime soviétique. Et enfin, pour d'autres dans le monde d'alors, l'URSS représentait un modèle ou, au contraire, un repoussoir.

Certes, dès les années 1930, de premiers travaux d'histoire scientifique sur les événements de l'année 1917 furent publiés, d'abord par des historiens étrangers, sur la base des matériaux alors disponibles. Mais tous leurs auteurs avaient été contemporains de la révolution. Ils restaient fortement dépendants des oppositions politiques qui étaient alors attachées à son interprétation. Ainsi, pendant des décennies, chez ces auteurs et leurs successeurs jusqu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle pratiquement, la question principale posée était bien nette. C'était de savoir pourquoi « la révolution » était survenue et pourquoi elle avait pris une certaine tournure (bolchevique) plutôt que d'autres (libérale, socialiste agrarienne, socialiste libertaire...). L'un des derniers grands spécialistes à avoir posé la question de cette façon est l'historien américain, d'origine polonaise et juive, Richard Pipes (1923-2018). Son livre de 1995 fut traduit et publié en France en 2013, sous le titre *Les trois pourquoi de la révolution russe*. Dans cet ouvrage comme dans ses autres travaux, R. Pipes défend l'interprétation « libérale » de la révolution, celle qui avait déjà été avancée par des historiens émigrés comme Pavel Milioukov, acteur politique de premier plan dans l'Empire russe au début du xx<sup>e</sup> siècle, puis de la révolution de Février, avant de devoir fuir la Russie bolchevique. Pour eux, il y avait une cause essentielle à ce dénouement : les manœuvres d'un groupe de militants socialistes déterminés, les bolcheviks, prêts à utiliser tous les moyens pour prendre le pouvoir et l'accaparer, sans considération des populations.

À l'opposé de ce récit libéral, la version soviétique de l'histoire (toutes variantes mêlées), et les différentes versions qui sympathisaient avec elle, identifiaient aussi des causes à la révolution, mais de façon bien différente. Cette version s'appuyait sur une conception déterministe de l'histoire économique, sociale et politique de la société impériale russe. L'analyse marxiste de l'histoire était le socle sur lequel se fondait ce récit. Il s'agissait de montrer d'abord comment les conditions matérielles et sociales avaient configuré la lutte des classes dans l'empire. Ceci n'allait pas sans contradictions repérables dans le corpus des auteurs marxistes originaux et de leurs disciples russes, pour l'évaluation des particularités de la « situation russe » en termes de développement économique, relativement aux pays capitalistes les plus industrialisés au début du xx<sup>e</sup> siècle. Il s'agissait en effet de savoir si une révolution ouvrière était seulement possible dans un État encore peu avancé sur le

plan industriel comme l'était l'Empire russe. La lutte des classes y avait, selon le récit marxiste dominant, débouché sur la formation d'un mouvement révolutionnaire multiforme. La version bolchevique de l'histoire fut finalement établie en suivant les écrits de Lénine. Elle fit de ces sociaux-démocrates-là les seuls à avoir été conscients du caractère exceptionnel des circonstances, et les seuls à avoir su s'en servir pour faire triompher la révolution et faire advenir le communisme. Ils auraient donc réussi à renverser l'ordre social existant pour en créer un entièrement nouveau, conforme au sens postulé de l'Histoire, par l'émancipation des travailleurs et vers l'avènement ultime d'une société sans classes.

Quoi qu'il en soit, dans les conditions du « siècle soviétique » (1917-1991), tout le débat était orienté par la considération de l'aboutissement d'Octobre, pour ses partisans comme pour ses opposants. Cela s'explique très bien par les expériences de vie, mentionnées plus haut, des protagonistes et des contemporains de ces événements. Et, sur un plan plus abstrait, celui des philosophies de l'Histoire, cela correspondait à une façon de la considérer très largement partagée à l'époque du rationalisme et du positivisme triomphants. Tous croyaient au Progrès, même s'ils ne lui donnaient pas le même sens. Les uns, libéraux, le voyaient dans l'avènement d'un régime parlementaire, préservant les libertés individuelles, garantissant la paix civile mais sans toucher fondamentalement aux hiérarchies socio-économiques. Les autres, socialistes, associaient au progrès la remise en cause de ces hiérarchies, mais ils étaient eux-mêmes divisés sur la fin à attendre de cette remise en cause : organisation autonome des travailleurs, dégagés de toute contrainte étatique ou même partisane, pour certains ; rôle structurant d'un parti dans l'organisation socio-économique, pour d'autres comme Lénine et ses partisans.

L'effet de ces débats fut de polariser radicalement l'enjeu de la compréhension de « la révolution », englobant tout ce qui s'était produit en 1917 et aussi ce qui avait eu lieu dans toute la période antérieure. Mais cette « révolution » était réduite à l'avènement du pouvoir bolchevique et à l'édification du régime soviétique. Aussi ces façons anciennes de considérer l'histoire avaient finalement un résultat assez similaire aux évocations plus récentes, stimulées par les commémorations de 1917, qui ont été mentionnées plus haut. L'essentiel portait, et semble continuer à porter, sur Octobre.

Pourtant, d'autres recherches, menées par des spécialistes de divers pays, se sont efforcées d'aborder les choses différemment et aboutissent d'ores et déjà à un tableau plus riche et plus complexe de « la révolution ». La conséquence de cet effort est la tendance assez nouvelle à considérer qu'il faut déjà parler « des révolutions » de 1917, en utilisant le pluriel comme l'illustrent les titres de deux ouvrages en français récemment parus (Sumpf 2017, Werth 2017). Ces travaux explorent la multiplicité des mouvements et des aspirations révolutionnaires de 1917. Ils cherchent à rendre compte de la

pluralité des expériences collectives et individuelles qui marquèrent la population dans ses différentes composantes. Cette approche peut encore être approfondie en s'appuyant sur les renouvellements permis par deux pistes principales suivies dans l'historiographie récente.

D'une part, l'accent a été mis sur la matrice que l'engagement de l'Empire russe dans la guerre européenne constitua pour le processus révolutionnaire de 1917 : en raison de la fatigue de la guerre pour les soldats et pour les populations civiles, mais aussi de l'expérimentation de politiques nouvelles par l'administration impériale, ou encore du fait de l'affirmation d'attitudes d'engagement social, économique et politique dans différentes parties de la population, notamment selon des lignes nationales chez les non-Russes. L'idée a été avancée par l'historien nord-américain Peter Holquist (2002) que la Russie connut un « continuum de crise » à partir du début de la guerre européenne, poursuivi à travers 1917 jusque dans la guerre civile des années 1918-1921. Cette idée a été depuis développée dans divers travaux. Elle a permis de considérer différemment la chronologie de « la révolution » en se détachant du déroulement de la seule année 1917.

Cependant, d'autres recherches sont remontées encore plus haut dans le temps et sont allées plus loin en aval. Pour Orlando Figes (1996, éd. française en 2007) ou, tout récemment, Stephen A. Smith (2017), « la révolution » doit être considérée sur une période d'une trentaine, voire d'une quarantaine d'années, du début des années 1890 jusqu'à la fin des années 1920. La nécessité ressort aussi de mieux tenir compte de la période 1905-1907, appelée « révolution de 1905 ». Cette période a souvent été étudiée séparément. Aussi la relation entre cette « première révolution russe » et la ou les révolutions de 1917 reste encore insuffisamment étudiée et comprise. Toutefois des travaux récents s'essaient à définir de façon globale les enchaînements internes à la séquence qui relie 1905 à 1917, et la continuité plus ou moins forte des innovations politiques et des expériences collectives qui s'y formèrent (Steinberg 2017).

D'autre part, une seconde piste très importante a été suivie, consistant à prendre au sérieux la dimension impériale de l'État russe et des révolutions qui l'ont bouleversé. La désintégration soviétique et la reconnaissance des nouveaux États qui en sortirent en 1990-1991 stimulèrent l'intérêt des historiens pour cette dimension, même si d'importants travaux plus anciens lui avaient déjà rendu justice (Pipes 1954, rééd. 1997 ; Ferro 1967-1976, rééd. 1997). Dans les vingt dernières années, de nombreuses nouvelles études ont permis de mieux faire comprendre comment l'Empire russe fonctionnait jusqu'à la chute du tsarisme. Elles ont mis en évidence ce qu'étaient les relations entre le pouvoir impérial russe et les différents peuples de l'empire, mais aussi les relations existant ou se développant entre ces peuples (par ex. Burbank & Ransel 1998 ; Burbank 2006 ; Burbank, Von Hagen & Remnev 2007). Cette direction

de recherche, qui a suscité de nombreux débats, n'offre pas pour autant aujourd'hui une vision consensuelle de ce qu'était l'Empire russe, ni de la façon dont les peuples ressentaient la domination impériale russe. Les controverses actuelles portent en particulier sur la question des relations entre l'affirmation politique de mouvements d'émancipation nationale, parmi les peuples de l'empire, et les différentes formes de contestation des hiérarchies socio-économiques existantes, très différentes d'un territoire à l'autre, par exemple lors de la révolution de 1905 ou encore en 1917. Leur potentiel révolutionnaire n'est pas douteux, mais aucune ligne d'explication isolée, fût-elle inspirée par les conceptions du progrès libéral et du nationalisme « bourgeois », de la lutte des classes, ou de la lutte anticolonialiste, ne suffit à en rendre compte.

Surtout, le croisement entre les deux grandes directions, chronologique et spatiale, du renouvellement historiographique présente un grand intérêt. Dans son ouvrage pionnier sur « la Russie, empire multiethnique » (trad. fr. 1994), l'historien allemand Andreas Kappeler avait fourni de précieux éléments pour interroger la continuité de la construction impériale russe à travers la période révolutionnaire. L'historienne Juliette Cadiot a aussi poursuivi cette investigation en étudiant les politiques officielles et le développement des sciences des nationalités de la fin de la période tsariste jusqu'à l'URSS stalinienne (2007). Nous proposons d'étudier ici sur une période plus resserrée – soit environ le quart de siècle qui va du tournant du xx<sup>e</sup> siècle et de la guerre russo-japonaise jusqu'à la formation de l'URSS – le sort de cette construction impériale à l'épreuve de la dynamique révolutionnaire partie de la contestation de l'ordre tsariste. Celle-ci intégra les manifestations d'innombrables antagonismes socio-économiques, doublées de la confrontation entre des propositions politiques qui visaient à transformer cette construction impériale de façon plus ou moins radicale.

Il faut ici distinguer « l'Empire russe », en tant que régime établi par la monarchie des Romanov jusqu'à la révolution de février 1917, et le territoire peuplé de nombreuses communautés différentes, qui conserva une certaine cohésion morale après la chute de cette monarchie. Cet ensemble était assurément une création de la monarchie russe, conçu par elle et pour elle, dominé par l'élément russe qui y tenait la première place symboliquement et en pratique, quoiqu'il n'était pas toujours le seul à en bénéficier. C'est pourquoi nous proposons de le désigner comme le « domaine impérial russe ». La période révolutionnaire du début du xx<sup>e</sup> siècle montre que la cohésion de ce domaine n'était pas seulement l'affaire des Russes. Les populations de cet espace avaient, possiblement, un avenir commun en dehors et au-delà de « l'Empire russe » établi par la monarchie des Romanov. Et cependant la fin de l'année 1917 vit ce domaine se désintégrer très rapidement, lorsque la prise du pouvoir par les bolcheviks encouragea des mouvements séparatistes

qui étaient jusque-là restés en grande partie contenus. Ce développement ne signa pourtant pas non plus la fin de la construction impériale russe, car les bolcheviks à leur tour réussirent à recomposer en partie l'ancien domaine, en lui donnant une forme et un contenu nouveaux.

Le présent ouvrage s'efforce de tenir compte des différentes temporalités et des espaces multiples impliqués dans le développement d'une « dynamique révolutionnaire » qui n'est ici écrite au singulier que par commodité. Nous avons cherché à en restituer les lignes principales, en laissant de côté beaucoup de faits, d'aspirations et de mouvements auxquels il n'a pas été possible de rendre justice. Il est sans doute paradoxal de vouloir présenter de façon ordonnée ce qui s'est déployé comme un désordre pratiquement incontrôlable, contre un ordre en place largement rejeté, mais aussi dans l'affrontement entre des conceptions distinctes, et violemment opposées, du nouvel ordre à établir à la place de l'ancien. Puisse seulement l'effort fait ici pour présenter cette diversité et ses conséquences humaines, parfois admirables et souvent terribles, contribuer à la diffusion des nouveaux travaux que suscite l'histoire des révolutions « russes », et à la discussion critique qu'ils appellent à leur tour.

## Chapitre 1

# L'Empire russe au tournant du xx<sup>e</sup> siècle : les épreuves de la puissance

Parmi les États européens, l'Empire russe tient une place singulière au tournant du xx<sup>e</sup> siècle. Il est alors considéré comme une puissance européenne – sans conteste depuis un siècle au moins, du fait de sa participation décisive à la victoire contre la France napoléonienne, et de son implication dans la reconfiguration géopolitique de l'Europe actée au Congrès de Vienne en 1815. Mais il réussit le tour de force de préserver son régime politique de type absolutiste – désigné comme « l'autocratie » (en russe *samoderjavié*) – dans une Europe travaillée par les effets de long terme du choc provoqué par la Révolution française. De toutes les puissances absolutistes qui avaient restauré leur place et réaffirmé leurs valeurs en vainquant la France napoléonienne, la Russie fut la seule à traverser le siècle sans avoir fait de concessions majeures au libéralisme et, en particulier, au modèle généralisé en Europe du régime constitutionnel.

Lorsque le jeune empereur Nicolas II succéda à son père Alexandre III en 1894, à l'âge de 26 ans, il était décidé à préserver l'héritage reçu de ses devanciers. Cet héritage incluait les principes autocratiques que son père et son précepteur, le juriste Konstantin Petrovitch Pobiedonostsev (1827-1907), lui avaient inculqués. Il comprenait aussi les résultats d'une expansion territoriale impressionnante au long du xix<sup>e</sup> siècle, et enfin les perspectives offertes par une croissance démographique très dynamique. Le principal défi qu'il affrontait alors consistait à maintenir cet empire et son système politique. Or l'environnement international dans lequel se trouvait la Russie présentait plusieurs éléments potentiellement difficiles à maîtriser. D'une part, les rivalités impériales étaient de plus en plus marquées pour la conquête de nouveaux territoires. Il s'agissait plus généralement d'une course à la puissance dans diverses dimensions : stratégique (armées et flottes de guerre,

alliances), économique (finances, commerce, industrie), culturelle (sciences et arts). L'Empire russe participait à cette course, fort de son expansion continue dont les dernières directions l'avaient conduit à s'étendre en Asie centrale et en Extrême-Orient, au risque de se confronter militairement à d'autres puissances impériales. Mais, d'autre part, du point de vue politique, l'Empire russe avait un régime de plus en plus décalé par rapport au reste de l'Europe, à laquelle il se faisait pourtant fort d'appartenir pleinement. Y avait-il là contradiction ? La question doit être étudiée en prenant en compte à la fois les priorités du gouvernement du tsar, et les aspirations des sujets de ce dernier.

## Expansion et puissance de l'Empire russe

Le régime impérial avait résisté au long du XIX<sup>e</sup> siècle à la pression des idées libérales, mais ce n'était pas comme si celle-ci n'avait eu aucun effet sur les peuples qui lui étaient soumis. À divers moments, le gouvernement eut à en subir les conséquences. Au cœur même de l'empire, la société des « deux capitales » (l'ancienne capitale des tsars, Moscou, et la nouvelle capitale fondée par Pierre le Grand au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, Saint-Pétersbourg) et la mince couche de la population ouverte aux influences politiques étrangères découvrirent d'autres aspirations que le respect de l'ordre en place et la conservation du *statu quo* autocratique. Une tentative pour aboutir à une transformation radicale du gouvernement échoua cependant avec l'insurrection « décembriste » de 1825, juste après la mort d'Alexandre I<sup>er</sup>. En 1881, l'assassinat d'Alexandre II par le groupe « La volonté du peuple » conduisit son fils et successeur, Alexandre III, à prendre des mesures pour assurer la *sauvegarde* de l'État. Dans un certain nombre de zones sensibles (comme les régions des deux capitales) l'état de siège instauré donnait des pouvoirs de police et de justice aux autorités militaires, et fut ensuite indéfiniment prorogé. Le mot *sauvegarde* en russe, *okhrana*, en vint alors à désigner la police politique chargée de surveiller et pourchasser les révolutionnaires et adversaires du tsarisme. Un autre élément singularisait l'Empire russe au XIX<sup>e</sup> siècle. Le seul autre grand État européen à avoir conservé une monarchie de type absolutiste, l'Empire ottoman, connut durant le même siècle, sur le plan géopolitique, une trajectoire contraire à celle de la Russie.

## L'expansion territoriale de l'empire

Alors que l'Empire ottoman connaissait des contestations nationales mêlées de revendications libérales, il se retrouva pour sa part incapable de préserver son intégrité territoriale. La désintégration impériale ottomane était l'objet de spéculations diplomatiques dans toutes les capitales européennes.





D'abord sur les rivages de la mer Noire, puis dans les Balkans au sens large, l'Empire russe voulut tirer les principaux bénéfices de ce processus qu'il encourageait activement. En outre, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous le règne d'Alexandre I<sup>er</sup> et avec la victoire finale sur l'Empire français, la domination russe avait été consolidée sur l'Est européen, avec un certain nombre de territoires nouvellement conquis (Finlande, Bessarabie, une nouvelle partie de l'ancienne Pologne partagée au XVIII<sup>e</sup> siècle). Le mouvement de l'expansion russe s'était étendu aussi au Caucase (Géorgie, Arménie). Enfin, au cours du siècle, l'Empire russe réussit à poursuivre son expansion vers l'Orient, en Asie centrale et, bientôt, aux confins de la Sibérie orientale, au voisinage de l'Empire chinois.

Cette expansion consolida la valeur déjà fondamentale associée, dans l'État impérial, au pouvoir militaire du souverain et au rôle des forces armées. La conscription dite universelle, intégrant en réalité un système rationalisé d'exemptions, fut adoptée en 1874. Elle permettait d'incorporer un tiers d'une classe d'âge. La durée de service théorique était de six ans, mais elle pouvait être d'autant plus réduite que le niveau d'instruction des recrues était élevé. Le but était de mettre les troupes au niveau des armées européennes les plus efficaces, la référence étant alors l'armée prussienne. Les ambitions russes en Europe du Nord, dans le bassin méditerranéen, en Extrême-Orient, stimulèrent aussi le développement de la flotte de guerre. Il fallait des ports en eaux libres pour son usage, ce que les côtes principales de la Russie offraient peu durant l'année. Les projets d'annexions territoriales justifiés par cet objectif (parfois dénommé la « course aux mers chaudes ») entretenirent encore la dynamique expansionniste.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la situation géopolitique russe inclut trois grandes zones de contact stratégique : le Bassin méditerranéen (mer Noire incluse) et le Caucase ; l'Asie centrale ; l'Extrême-Orient. Certains États sont la proie des visées russes, quand d'autres, qui sont aussi des empires dynamiques, en expansion, rivalisent avec les Russes.

Dans le Bassin méditerranéen, la rivalité avec l'Empire ottoman ne cessait de se manifester, encore attisée par les suites de la guerre russo-ottomane de 1877-1878. La victoire militaire russe avait été frustrée par l'intervention des puissances européennes, emmenées par l'Empire germanique. L'ancien allié autrichien de la Russie, devenu Empire austro-hongrois, s'affirmait également de plus en plus comme son adversaire dans la zone des Balkans. Au Caucase, le voisinage de la Russie avec le territoire ottoman était depuis longtemps une zone de tensions, et le restait au tournant du XX<sup>e</sup> siècle dans les régions peuplées d'Arméniens partagées entre les deux empires.

En Asie centrale, l'expansion russe depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle avait débouché sur l'intégration des territoires des hordes kazakhes. Puis la Russie avait établi un protectorat sur Boukhara et Khiva, et incorporé le khanat de Kokand,

ce qui la rapprochait de l'Empire perse. Elle avait déjà pris le dessus sur ce dernier au début du XIX<sup>e</sup> siècle au Caucase, pour la Géorgie dans les années 1800-1810, et pour l'Arménie orientale à la fin des années 1820. La nouvelle progression de la Russie à la fin du siècle la mettait désormais surtout aux prises avec l'Empire britannique, dont les possessions indiennes touchaient l'Afghanistan soumis à la pression russe.

En Extrême-Orient, la Russie s'efforçait, comme les autres puissances européennes et en rivalité avec elles (notamment, toujours, le Royaume-Uni), de profiter des faiblesses de l'Empire chinois. Elle réussit à conquérir à son détriment le territoire de l'embouchure du fleuve Amour au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, revenant sur un *statu quo* qui datait de l'expansion russe en Sibérie au XVII<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1890, l'Empire russe avait des visées sur la Mandchourie et jusque dans la péninsule coréenne, où il rencontrait un nouveau rival, l'Empire du Japon, encore méprisé par les puissances européennes. Avec la France et l'Allemagne, la Russie empêcha le Japon de mettre la main sur les territoires cédés par la Chine au traité de Shimonoseki, conclu après la guerre sino-japonaise de 1894-1895.

Enfin, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'aspect le plus nouveau de la recherche de puissance russe résidait dans les politiques menées pour développer son industrie et son commerce, et pour trouver les capitaux nécessaires à cet effet.

## La dimension économique de la puissance

Cet aspect restait évidemment lié aux considérations militaires et stratégiques. Le financement du développement économique russe nécessitait le recours à des capitaux extérieurs. La conjonction des considérations stratégiques et financières cimentait dans les années 1890 l'alliance, pourtant idéologiquement contre-nature, avec la France républicaine. C'est le tsar Alexandre III qui dû se résoudre à cette combinaison (bienvenue du côté français) faute, de la part de l'Empire germanique, d'avoir voulu et su en écarter la Russie. Nicolas II, malgré sa propre méfiance à l'égard de la France et malgré les tentatives de Guillaume II de ramener la Russie vers l'alliance allemande, se montra fidèle à la nouvelle impulsion diplomatique et militaire donnée par son père.

Le soutien des investisseurs étrangers, et notamment de l'épargne française surabondante, permit à l'Empire russe de financer des dépenses d'infrastructure considérables. Ce fut le cas en particulier pour le projet ferroviaire du Transsibérien, à la fois réalisation technique gigantesque entre 1891 et 1902, enjeu pour la maîtrise d'un territoire énorme, et symbole d'une expansion impériale dans l'Extrême-Orient de plus en plus convoité. Le premier tronçon construit sur la partie la plus orientale de la ligne traversait

en effet la Mandchourie chinoise, d'où les Russes avaient réussi à écarter les Japonais après Shimonoseki, et où ils obtinrent en 1896 une concession pour construire et exploiter le « Chemin de fer de l'Est chinois ». Cela leur permit d'une part de relier le port de Vladivostok par une voie plus courte, et d'autre part de construire une liaison vers l'extrémité de la presqu'île de Liaodong. Là, les Russes obtinrent aussi, en 1898, une concession sur la base navale en eaux libres de Port-Arthur, qu'ils commencèrent à fortifier. La construction du Transsibérien fut menée à bien par l'homme fort de la politique économique russe dans les années 1890, Sergueï Ioulievitch Witte (1849-1915).

### La stratégie de développement économique de Sergueï Witte

D'abord nommé ministre des Voies de communication par Alexandre III, puis ministre des Finances, Witte fut ensuite maintenu à ce dernier poste par Nicolas II jusqu'en août 1903. Dans ses projets économiques, Witte voulait amener l'économie impériale à se mettre à la hauteur des ambitions d'une puissance souveraine et forte. Sa stratégie fut exposée dans un rapport confidentiel qu'il présenta au tsar en mars 1899 : « La Russie demeure, aujourd'hui encore, un pays essentiellement agricole [...]. Ses propres besoins en produits fabriqués sont satisfaits par l'importation. Les relations économiques de la Russie avec l'Europe occidentale sont semblables à celles qu'ont les pays coloniaux avec leurs métropoles [...]. La Russie a été et reste dans une certaine mesure une colonie hospitalière pour tous les États industriels développés, leur fournissant généreusement les produits bon marché de sa terre et payant très cher les produits de leur travail. Mais il y a une différence essentielle avec la situation des colonies : la Russie est un État puissant, politiquement indépendant. Elle a le droit et la force de ne pas vouloir être l'éternelle tributaire des États économiquement plus développés. Elle doit connaître la valeur de ses matières premières et richesses naturelles [...]. Elle pressent la grande force de travail, qui ne s'est pas encore pleinement développée, de son peuple. Elle possède un pouvoir ferme et fier, qui préserve jalousement l'indépendance non seulement politique, mais aussi économique, de l'empire ».

Witte pointait l'absence de capitaux intérieurs et la limitation des ressources internes mobilisables pour le développement industriel. Pour en sortir, il proposait une politique de croissance, fortement protectionniste. Néanmoins les soutiens étrangers étaient reconnus comme indispensables, et Witte chercha à leur inspirer confiance par sa réforme monétaire de 1897-1899, qui introduisit l'étalon-or, et par sa politique de consolidation budgétaire. De façon à ne pas pénaliser les nouvelles activités industrielles, cette consolidation passa par un accroissement de la fiscalité pesant sur l'immense masse paysanne, très inégalement mobile dans ses composantes et accablée d'impôts indirects (sur le tabac, la bière, les allumettes), ainsi que par l'institution d'un monopole de l'État sur la vente d'alcools.

Pour le secteur industriel, surtout pour les industries lourdes, la décennie 1890 fut effectivement une période d'essor considérable (entre 1894 et 1899 la production industrielle connut une croissance annuelle de 9 % en moyenne). Ces nouvelles activités attiraient une main-d'œuvre abondante, en lien avec la très vigoureuse croissance démographique du pays (la population totale s'accroissant de plus de deux millions de personnes par an dans ces années-là) et les difficultés de subsistance de la paysannerie qui alimentaient l'exode rural. Cette conjoncture favorisa le développement accéléré de fortes concentrations industrielles et ouvrières dans quelques régions de l'empire (Saint-Pétersbourg, région de Moscou, bassin minier du Donets, villes de Pologne et des provinces baltes). Cependant les choix budgétaires et fiscaux du gouvernement impérial signifiaient que les campagnes étaient relativement sacrifiées à l'effort de soutien aux activités industrielles. La mutation économique engagée troublait des modes de vie et de relation très anciennement constitués. Le régime autocratique reconnaissait au seul souverain la prérogative de définir les voies du bien-être de ses sujets et les modalités de la coexistence entre ses peuples, si divers. Quelques grands traits caractérisaient l'expérience accumulée en la matière.

## **L'administration tsariste et les populations de l'empire**

Au fur et à mesure de ses conquêtes, l'empire intégra territoires et populations, dut s'assurer de la loyauté de ces dernières, très diverses, et les faire coexister. Depuis des siècles, le mode de gouvernement de ces populations consistait à administrer les différences entre elles, rapportées surtout à des dimensions confessionnelles et socio-juridiques (Burbank 2006). Cependant d'autres manières d'appréhender et de classer les populations s'affirmèrent, parmi lesquelles l'identification ethno-culturelle prit de plus en plus d'importance. Avec l'essor des idées nationales à partir de l'âge romantique européen, cette évolution se traduisit dans les conceptions du pouvoir, et du rapport liant le souverain à ses sujets.

### **Confessions, ordres institués et peuples du domaine impérial**

Le souverain appartenait à la dynastie russe et chrétienne orthodoxe des Romanov, et depuis le début du xviii<sup>e</sup> siècle sous Pierre le Grand, il représentait le vrai chef de l'Église orthodoxe russe. Celle-ci était définie officiellement comme église ou confession « dominante » dans l'empire. À côté et en dehors d'elle, les populations de l'empire professant d'autres religions

devaient normalement vivre librement leur vie rituelle et spirituelle. Il n'y avait pas de politique systématique de conversion des non-orthodoxes. Il est vrai qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle (jusqu'à l'édit de tolérance de Catherine II en 1772) la conquête avait aussi été un phénomène d'expansion de l'orthodoxie incluant des conversions forcées, et que des contraintes en la matière furent encore exercées au long du XIX<sup>e</sup> siècle. La politique officielle de « tolérance religieuse » n'impliquait certes pas la reconnaissance de la liberté de conscience des individus, et ne signifiait pas l'égalité entre les religions. L'Église orthodoxe russe était la seule institution religieuse à pouvoir entretenir une mission : elle seule avait le droit de chercher à convertir des populations non orthodoxes. Les différents appareils confessionnels étaient en tout cas intégrés à l'administration des populations de l'empire. Leurs hiérarchies propres et leurs organisations étaient mises sous tutelle. Elles remplissaient pour l'État impérial un certain nombre de tâches, comme la tenue de l'état civil pour leurs fidèles.

Servir le souverain était la mission commune des différentes populations de l'empire, quelles que fussent leurs appartenances religieuses et leurs croyances. L'important était que les éléments fondamentaux de la domination impériale fussent reconnus et respectés, et d'abord la dignité impériale du souverain autocrate, dénommé traditionnellement « tsar » et officiellement, depuis Pierre le Grand également, « empereur ». Ce nouveau titre (en russe *imperator*, directement emprunté au latin) avait été introduit pour dire la même chose en manifestant l'ancrage européen de la monarchie moscovite des Romanov, comme l'avait aussi signifié la fondation d'une nouvelle capitale, Saint-Petersbourg.

Individus et communautés étaient, pour l'administration impériale, répartis selon des statuts juridiques correspondant à des groupes sociaux distincts (*soslovïia*). On les désigne souvent comme des « ordres » ou « états », par analogie avec la société française d'Ancien Régime. Mais la liste des ordres institués n'était pas limitée en nombre dans l'Empire russe. L'appartenance à un ordre était associée à des obligations particulières à l'égard du souverain, et vis-à-vis de l'ordre lui-même et de ses membres, organisés en « société » au niveau local (à une échelle variant selon l'ordre : société villageoise, urbaine, provinciale). L'envers de ces obligations était l'ensemble des droits particuliers lié à l'appartenance à un ordre. Ces droits étaient distincts entre les ordres institués et, pour les plus favorisés d'entre eux, étaient conçus comme des privilèges, jalousement revendiqués. Le passage légal d'un état à un autre était possible dans certaines conditions, complexes et évolutives.

La propagande officielle magnifiait la soumission de peuples très divers, slaves ou pas, chrétiens ou pas, au monarque orthodoxe et russe. Une opération inédite, au début du règne de l'empereur Nicolas II, fournit un beau moyen de glorifier le pouvoir immense des tsars, qui régnaient sur le plus

grand empire terrestre du monde. Il s'agit, en 1897, du premier recensement général de la population dans tout l'empire, exception faite du grand-duché de Finlande dont nous aborderons la situation particulière plus loin. L'opération devait révéler avec une précision toute scientifique le nombre et la diversité des sujets du tsar. Son organisation même, par sa complexité, était en soi une manifestation de pouvoir. Les résultats furent publiés en 89 tomes, distribués en 119 volumes. L'empire montrait par là qu'il répondait aux critères les plus exigeants de ce qu'était un État à la fin du xix<sup>e</sup> siècle. Le recensement participait aussi à la bonne administration du domaine impérial, alors que le développement de son économie s'accélérait et que s'accroissaient les migrations internes. Le nombre de ses habitants fut alors estimé à environ 125 millions de personnes. L'empereur Nicolas II fut recensé comme tous ses sujets. À la question concernant son type d'occupation, il répondit selon la formule consacrée qu'il était le « maître de la terre russe ». Le tsar tenait à ses prérogatives d'*autocrate*, souverain prétendument absolu et en tout cas absolutiste dans sa conception du pouvoir. En outre, Nicolas II invoquait dans sa réponse « la terre » et affirmait le caractère « russe » de son domaine. Il utilisait l'adjectif *rousskii* attaché au peuplement slave russophone, plutôt que *rossiiskii*. Ce dernier, couramment traduit par le même adjectif, « russe », renvoie plutôt à la dimension « pan-russe » de l'État monarchique. C'est l'adjectif qui qualifie l'empire depuis Pierre le Grand, *Rossiiskaïa imperiia*, Empire russe. Dans la réponse de Nicolas II, l'empire était ainsi ramené à « l'élément russe », qui l'avait constitué. L'empire n'était-il que la chose des Russes ? Quelle place pouvaient y trouver alors les autres peuples ?

## Le domaine impérial à l'âge des idées nationales

Les spécialistes débattent du contenu de l'idéologie impériale élaborée depuis l'époque moderne, et de son évolution jusqu'au début du xx<sup>e</sup> siècle. Les conceptions officielles du domaine impérial durent composer, tout au long du xix<sup>e</sup> siècle, avec l'essor des idées nationales. Celles-ci se développèrent chez de nombreux peuples incorporés à l'empire, à commencer par ceux dont l'ancrage européen était le plus marqué comme les Polonais ou les Allemands. Mais elle fut aussi sensible chez les Russes eux-mêmes. Le régime en vint-il alors à mettre en valeur son caractère proprement « russe », au sens national ? Le prix pouvait être de s'aliéner les sujets non russes, les « allogènes », et de renforcer les discours « nationalistes » qui pouvaient déboucher sur des revendications séparatistes.

Certaines politiques menées à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, couramment décrites sous le terme de « russification », laissaient penser que l'objectif d'une coexistence harmonieuse entre communautés n'était plus poursuivi de façon équilibrée par le pouvoir, et que la domination de la « nation russe » sur les autres

était l'objectif visé. Cette « russification » avait d'abord été mise en œuvre contre les revendications polonaises. À deux reprises au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la rébellion polonaise avait surgi des territoires de l'ancien État polonais incorporés au domaine russe, suite aux partages de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (avec ses autres voisins, l'Autriche et la Prusse), et aux annexions de 1815. Une partie de ces territoires avait même en 1815 été organisée en un « royaume de Pologne », initialement doté d'une constitution. Celle-ci fut abolie après l'insurrection polonaise de 1830-1831 et, si le royaume subsista formellement, la soumission de ses populations devint une préoccupation stratégique majeure. Une nouvelle insurrection, en 1863, fut à nouveau sévèrement réprimée, d'autant qu'elle avait largement débordé sur les provinces voisines du royaume. Celles-ci avaient jadis été soumises à l'État polonais indépendant. L'influence polonaise y restait très forte, alors que le régime les considérait comme historiquement russes. Il entra en lutte systématique contre le « polonisme », en visant l'usage de la langue polonaise ou le rôle social de l'Église catholique. Pour leur lutte culturelle dans les régions de « Petite-Russie » (une bonne partie de l'Ukraine actuelle), les autorités impériales pensèrent faire d'une pierre deux coups. Elles s'en prirent aussi à ceux qui revendiquaient un particularisme ukrainien et sa distinction avec l'élément russe. La valorisation de la langue ukrainienne (le « petit-russien ») fut directement visée. La censure sur les publications dans cette langue fut systématisée après 1863. Et, dans le royaume de Pologne même, le pouvoir chercha à étendre l'usage de la langue russe (le « grand-russien ») dans l'enseignement, et à installer le système administratif des provinces centrales de l'empire. À partir de 1874, le nom du royaume fut lui-même remplacé dans l'usage administratif courant par le toponyme de « Territoires de la Vistule », effaçant symboliquement la référence à l'identité historique polonaise.

Lors du recensement de 1897, l'administration impériale refusa (comme dans les empires allemand et austro-hongrois à la même époque) de reconnaître un critère qui aurait été défini comme celui de la « nationalité » (au sens d'appartenance nationale) déclarée par les recensés. Des considérations politiques motivaient ce refus, mais nombre d'habitants n'auraient pas non plus su répondre à une question ainsi formulée. D'autres critères de classification furent retenus, comme celui de l'appartenance confessionnelle, si important pour l'état civil. Le critère de la langue maternelle aussi fut utilisé, mais les autorités voulurent également éviter de contribuer à en faire un signe d'appartenance politique à caractère national. Ainsi, une large catégorie linguistique, définie officiellement comme la langue « russe », englobait les locuteurs d'idiomes apparentés mais distincts : le « grand-russien », le « petit-russien » (ukrainien) et le « russe blanc » (biélorussien). D'après le recensement, les personnes ayant le « grand-russien » pour langue maternelle formaient 44,3 % des sujets (55,6 millions de personnes), et celles qui parlaient



« petit-russien » 17,8 % du total (22,4 millions). Mais la présentation générale amalgamait en un seul bloc des populations qui représentaient en tout 66 % des habitants, affirmant par là une identité principale « russe » et, d'un point de vue confessionnel, chrétienne orthodoxe. Les autorités brimèrent aussi certains groupes dans leur déclaration d'appartenance religieuse, lorsqu'elle risquait de coïncider avec des prétentions nationales. Juliette Cadiot (2007) a étudié le cas des chrétiens « uniates » dans l'est du royaume de Pologne. Ces chrétiens, de rite oriental mais rattachés à l'Église catholique romaine comme les Polonais de rite latin, protestèrent contre leur inscription de force comme orthodoxes. Dans d'autres régions encore, des mesures visaient à renforcer l'élément russe, pour contrer l'affirmation de revendications nationales. Les provinces baltes étaient dominées historiquement par l'élément socio-culturel allemand, à travers la noblesse « germano-balte » et la bourgeoisie. Contre les nouvelles mesures qui favorisaient localement les Russes, voire les populations paysannes locales, estoniennes et lettones, certains groupes manifestèrent leur sentiment national allemand au moment du recensement.

Au tournant du xx<sup>e</sup> siècle, le régime s'attaqua au statut de la partie de l'empire qui avait, depuis son incorporation en 1809, préservé une forme d'autonomie institutionnelle : le grand-duché de Finlande. C'était le seul territoire de l'empire dont l'ensemble de la population était représenté au sein d'un corps constitué (comme ce qui avait existé au royaume de Pologne, mais entre 1815 et 1831 seulement). Ce corps, la diète, était élu selon des modes distincts par catégories de population, et chargé de légiférer pour le grand-duché. Mais en 1899 le gouvernement impérial mit en cause ces prérogatives. Il s'agissait – pour des raisons stratégiques mais les enjeux étaient aussi juridiques et symboliques –, de revenir sur le statut militaire de la Finlande, et d'y imposer la conscription. Le tsar, grand-duc de Finlande, voulait incorporer les Finnois directement dans l'armée impériale. La mesure, annoncée dans un manifeste de Nicolas II en février 1899, fut formalisée en 1901. Elle fut très mal reçue localement. Une bonne partie de la population se mobilisa contre le gouvernement impérial, avec force grèves et manifestations. En 1903 le gouverneur-général du grand-duché, Nikolaï Ivanovitch Bobrikov, reçut les pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre.

Que représentait l'évolution de la situation en Finlande par rapport au reste de l'empire ? La politique alors pratiquée à son égard est généralement considérée comme un exemple de « russification ». Mais son contenu était aussi spécifique que l'était la situation juridico-politique finlandaise. Ni cette politique, ni les autres mesures prises dans d'autres régions comme les « Territoires de la Vistule » à l'encontre des Polonais, ne formaient un modèle unique appliqué à l'ensemble des non-Russes. D'autres territoires avaient d'autres particularités, juridiques et sociales et, selon l'ancienneté et

les modalités de leur incorporation dans l'empire, ils n'étaient pas gouvernés avec les mêmes méthodes. Ainsi, selon Alexander S. Morrison, les provinces du Turkestan en Asie centrale étaient administrées avec peu de moyens. La colonisation entreprise ne s'immisçait pas directement dans les affaires de la population musulmane. Le régime ne soumit pas cette dernière aux instances qui supervisaient le culte musulman dans des provinces plus anciennement intégrées (placés sous l'autorité du mufti d'Orenbourg). On restait très loin d'une « russification » culturelle de la population, et même simplement d'un rapprochement des structures administratives locales avec celles qui existaient dans les provinces centrales.

Le gouvernement impérial à cette époque maintenait donc des politiques très diversifiées d'une population à l'autre, d'un territoire à l'autre. Le régime, malgré des projets de standardisation et de centralisation nourris par certains administrateurs et officiers supérieurs, n'était de toute façon pas en mesure de concevoir et d'appliquer partout un mode d'administration uniforme. La gestion du domaine impérial était marquée par le poids de l'appareil militaire. En 1897, les forces russes employaient pour toutes les armées et aux divers niveaux d'administration et d'encadrement des recrues plus de 1,1 million d'hommes, moins de 1 % de la population de l'empire. Mais la part des dépenses militaires consacrées à l'entretien des forces terrestres, par tête, était inférieure de moitié à ce qu'elle était en France ou dans l'Empire allemand en 1897. Quant au nombre des civils employés par l'État, dans les organes d'administration centrale ou dans ceux de l'administration territoriale, au niveau des provinces et des districts, il n'excédait pas 360 000 personnes, moins de 0,3 % de la population.

La différence de traitement entre les populations recouvrait, à l'égard de certaines, des discriminations ouvertes en droit et dans la vie quotidienne, voire des persécutions. Parmi les plus maltraitées figuraient les sujets juifs – légalement identifiés par leur appartenance à la religion hébraïque. À la suite de la partition de l'ancienne Pologne, l'empire avait intégré une très nombreuse population juive. Elle atteignait environ 5 millions de personnes en 1897. Elle était cantonnée dans une zone précise, la « zone de résidence » (*tcherta osedlosti*), dont elle ne pouvait sortir sauf autorisation spéciale. Les discriminations qui la touchaient ne visaient pas tant sa pratique religieuse que ses interactions, d'ordre économique notamment, avec les populations chrétiennes. L'attitude du régime à son égard connut différentes phases, mais elle se durcit dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Les sujets juifs furent de plus en plus la cible de discours et de comportements antisémites, envers lesquels le pouvoir manifestait, au minimum, de la complaisance, lorsque des dignitaires impériaux ou des publicistes bien en cour n'allaient pas jusqu'à y apporter leur soutien. La période fut surtout marquée par la récurrence d'attaques violentes contre les Juifs, les pogroms. La conduite des autorités